

Nouveau Québec libre



Pour un Québec
souverain jusqu'au bout

Commission nationale autochtone de Québec solidaire



Adoptée en 1876 par le gouvernement du Canada, la Loi sur les Indiens a été écrite dans une perspective coloniale, dans le but exprès d'exterminer les cultures autochtones du territoire canadien. Avec les pensionnats, le système de réserves et la notion de statut d'Indien, le gouvernement de John A. Macdonald a clairement annoncé ses intentions par rapport aux Premiers Peuples.

Maintenant, 150 ans plus tard, les Autochtones du Canada existent toujours. Deux premiers ministres canadiens ont offert des excuses pour les pensionnats et le mot « réconciliation » est bien à la mode à Ottawa. Malgré cela, nous continuons de subir les effets de la violence du gouvernement canadien. Nous, la Commission nationale autochtone de Québec solidaire, affirmons haut et fort que seule l'indépendance du Québec et de ses peuples peut réparer les dégâts du passé.

Le texte qui suit s'adresse à toutes les Québécoises et à tous les Québécois, peu importe leur origine. Nous, en tant qu'Autochtones solidaires, souhaitons tendre la main aux communautés autochtones, traditionnellement méfiantes envers la souveraineté, et montrer qu'il existe au Québec un projet d'accession à l'indépendance qui nous inclut, qui nous offre une place à table selon nos conditions, dans le but de créer un nouveau pays qui respecte nos droits et coutumes.

Nous sommes convaincus que se défaire de ce gouvernement colonial offrirait une opportunité exceptionnelle pour les communautés autochtones de prendre leur avenir en main. Dans un Québec indépendant, nous pourrions retrouver nos systèmes de gouvernance traditionnels, légiférer nous-mêmes sur la protection et la promotion de nos langues ancestrales et défendre notre territoire contre les projets que le Canada cherche à nous imposer.

Nous vous remercions de prendre le temps de lire ce texte, car l'indépendance du Québec passe par la reconnaissance que les rêves et aspirations des Autochtones et des allochtones ne sont pas en contradiction, mais en harmonie. Choisissons donc un projet d'indépendance qui rassemble tous les peuples, avec une gouvernance partagée du territoire québécois, car c'est la seule voie qui offre une réelle émancipation.

En 2026, l'indépendance du Québec est plus nécessaire que jamais. Pour Québec solidaire, la crise écologique et la renégociation imminente des accords de libre-échange sous l'ère Trump démontrent l'urgence que le Québec défende lui-même ses intérêts sur la scène internationale.

Le Canada est irréformable sur le fond : toutes les tentatives de réforme du fédéralisme ont échoué.

Il n'y aura pas de Québec vert dans un pétro-État canadien.

Québec solidaire est un parti indépendantiste et souverainiste jusqu'au bout. Il ne s'agit pas simplement de prendre les pouvoirs d'Ottawa et de les ramener à Québec. Il faut aussi faire redescendre ces pouvoirs vers les régions et les municipalités et redonner leur souveraineté aux peuples qui habitent le Québec.

La souveraineté n'est pas que politique; elle est aussi économique, alimentaire, culturelle et diplomatique.

Le pays du Québec sera un État plurinational composé des 11 Premiers Peuples – qui forment des nations distinctes – et de la nation québécoise. Tout le processus d'accession à l'indépendance de même que la Constitution du Québec indépendant devront être coconstruits avec les Premières Nations et les Inuit : c'est une condition essentielle du succès de la démarche.

L'assemblée constituante est la voie démocratique pour permettre aux peuples habitant le Québec d'écrire eux-mêmes leur avenir collectif.

L'indépendance doit être un projet rassembleur, porté autant par les gens nés ici que par celles et ceux qui sont venus d'ailleurs. C'est une condition essentielle pour atteindre une majorité d'appuis.

Nous, les peuples habitant le Québec

Voici comment pourrait débiter la Constitution d'un Québec indépendant.

Ensemble, nous pourrions bâtir ce pays pas comme les autres, entièrement décolonisé, le premier au monde à être coconstruit avec les Premiers Peuples et non à leurs dépens; un pays construit en incluant tout le monde dans une démarche démocratique fondatrice : une assemblée constituante citoyenne qui, pour une fois, pour la première fois, permettra réellement aux peuples au Québec d'exercer leur droit fondamental à l'autodétermination.

Nous sommes des peuples à part entière, libres et capables de prendre notre destin en main. Nous partageons un territoire dont nous avons la responsabilité et dont nous partageons toutes et tous le destin. Nous respirons le même air, nous buvons la même eau, nous profitons des mêmes services publics, nous subissons les aléas de la même économie – certes, de façon inégalement répartie entre nous, mais nous partageons aussi le même rêve d'une société de justice et d'égalité des chances.

Ces intérêts que nous avons en commun, celui de protéger notre territoire et notre environnement, de défendre la richesse de nos langues contre l'hégémonie d'une seule, de prospérer et de s'épanouir en ne laissant personne derrière, c'est ce qui nous pousse à être convaincues et convaincus de la nécessité de fonder notre propre pays.

Québec solidaire est un parti souverainiste et indépendantiste – il l'a toujours été et le sera toujours, tant que le pays reste à faire. Québec solidaire s'inscrit pleinement dans la continuité du mouvement indépendantiste québécois, en y insufflant l'esprit d'une nouvelle génération d'indépendantistes.

Le sentiment d'appartenance à la nation québécoise est un précieux foyer de solidarité. Il est essentiel pour nourrir notre désir collectif de réaliser de grands projets de société dont nous serons fières et fiers; nous devons en prendre soin et lui donner beaucoup d'amour. C'est pourquoi notre vision de l'identité québécoise vise à rassembler tout le monde. Nous souhaitons accueillir et inclure clairement, tant dans nos politiques d'immigration que de laïcité, les Québécoises et Québécois de toutes les origines. Pour ce faire, nous voulons faire du Québec un leader de la lutte contre le racisme sous toutes ses formes, du racisme systémique au racisme individuel.

En 2026, l'indépendance du Québec est plus nécessaire que jamais. Le contexte actuel pose de nouveaux défis et nécessite une mise à jour du projet de pays. Ce manifeste vise à tracer les contours de cette nouvelle vision pour un nouveau Québec.

POURQUOI FAIRE UN PAYS?

Nous sommes nombreux et nombreuses à constater l'ampleur des crises que traverse le Québec. Crise du logement, du coût de la vie, urgence climatique, services publics sous pression : trop souvent, nous avons l'impression que les grandes décisions sont prises loin de nous et que l'avenir nous échappe.

Nous voulons faire du Québec un pays parce que nous croyons que les peuples qui habitent ce territoire méritent mieux que le système actuel. Nous pouvons construire davantage de logements sociaux sans nous heurter à des programmes fédéraux mal adaptés à nos besoins. Nous pouvons investir massivement dans le transport collectif plutôt que de financer l'expansion pétrolière. Nous pouvons protéger nos langues et nos cultures face aux géants du numérique. Nous pouvons développer une agriculture plus résiliente et renforcer notre souveraineté alimentaire. Nous pouvons placer nos services publics au cœur de nos priorités collectives et faire des choix économiques qui correspondent réellement à nos valeurs.

Nous voulons un nouveau Québec.

Un nouveau Québec où tout le monde pourra se loger à faible coût, où les villes et les régions disposeront des moyens nécessaires pour développer massivement le logement social, coopératif et abordable.

Un nouveau Québec où se déplacer en transport collectif sera simple, accessible et efficace partout sur le territoire.

Un nouveau Québec où les services publics ne seront plus vus comme une dépense, mais comme un investissement dans notre qualité de vie.

Un nouveau Québec où les richesses créées ici serviront d'abord à améliorer les conditions de vie des gens qui habitent ici.

Tout ça, c'est possible, mais ça requiert le plein contrôle de tous nos leviers. En un mot : ça prend l'indépendance. C'est la seule façon de nous donner les moyens de relever les défis du XXI^e siècle tout en répondant aux enjeux criants de la fin du mois.

CONTEXTE POLITIQUE

Le Québec a bien changé depuis la Révolution tranquille.

Certaines raisons structurelles de faire l'indépendance demeurent les mêmes : protéger nos langues, nos cultures, décider par nous-mêmes de ce que nous voulons faire avec nos impôts et nous représenter nous-mêmes à l'international. Rappelons que le Québec n'a toujours pas signé la Constitution canadienne et continue donc de subir un cadre politique, juridique et institutionnel découlant d'une conquête militaire et d'une volonté explicite d'assimilation, un cadre auquel il n'a jamais consenti. Il en va de même pour les Premières Nations et Inuit, qui se sont fait imposer un cadre colonial qui visait à les assimiler et qui persiste toujours, notamment sous la forme de la « Loi sur les Indiens ».

Mais aujourd'hui, de nouvelles raisons de faire l'indépendance s'ajoutent et sont portées par une nouvelle génération d'indépendantistes pour démontrer la nécessité du projet de pays : les enjeux liés à la crise écologique, aux GAFAM, à l'intelligence artificielle, aux accords de libre-échange, de même que la reconnaissance de plus en plus répandue de la nécessité de décoloniser nos rapports avec les Premières Nations et Inuit.

Depuis le dernier référendum en 1995, les changements climatiques et la pandémie ont démontré la fragilité de nos chaînes d'approvisionnement et de notre système économique mondialisé. Ce modèle d'interdépendance extrême, basé sur un modèle de libre-échange vu comme la « fin de l'Histoire », qui s'est construit avec la pensée qu'il n'y avait pas d'enjeu à déplacer toutes nos marchandises sur autant de milliers de kilomètres, est en train de montrer ses limites. Le retour au pouvoir de Trump, le retour des tarifs douaniers, le retour de l'autoritarisme et le retour des guerres en Europe ont fait voler en éclats les certitudes sur le libre-échange et sur l'ordre mondial tel qu'on le connaissait.

En matière de géopolitique, les menaces d'envahissement ou d'annexion politique de Donald Trump envers le Canada ont fait couler beaucoup d'encre. Outre les beaux discours, la réponse

du premier ministre Mark Carney a été essentiellement de céder sur toute la ligne : il a tout laissé tomber en environnement, tout concédé en matière de protection économique et de protection de la culture, et le Canada reste immobile pendant que Trump attaque l'Iran et qu'Israël commet un génocide à Gaza. Le Canada démontre qu'il n'est pas un rempart face à Trump – en fait, il est peut-être même déjà en train de se transformer en 51e État, sans se l'avouer à lui-même.

La solution pour le Québec n'est donc pas de se réfugier sous les jupons du pétro-État canadien, qui nie la souveraineté des peuples au Québec depuis 1840 : la solution est de miser sur notre propre souveraineté et de forger de nouvelles alliances librement avec le reste du monde. Rappelons-nous qu'il y aura un après-Trump et qu'il y aura nécessairement une renégociation des traités qui nous lient au reste du monde, que ce soit les traités de libre-échange, les traités sur le climat ou les pactes de défense.

Qui, alors, négociera pour nous? Allons-nous encore une fois laisser le Canada sacrifier nos intérêts au profit de ceux de la majorité canadienne? Que fera le Canada lorsque les États-Unis lui demanderont, par exemple, d'abandonner la gestion de l'offre – qui permet de protéger le modèle des fermes familiales du Québec – pour sauver l'industrie pétrolière et gazière albertaine? Allons-nous encore une fois laisser le Canada utiliser le Québec comme monnaie d'échange, comme il l'a fait lorsqu'il a négocié l'accord de libre-échange avec l'Europe en 2016? Décidément, il est plus urgent que jamais de nous représenter nous-mêmes dans ces négociations de traités internationaux, en devenant un pays en bonne et due forme.

En parallèle, le Canada, en tant que quatrième plus grand producteur de pétrole au monde, cherche à tirer profit du conflit iranien en accélérant pleins gaz l'expansion du pétrole des sables bitumineux. Au diable les changements climatiques, le gouvernement Carney est prêt à imposer des pipelines aux autres provinces et aux nations autochtones pour contenter l'Alberta. Le régime canadien se révèle ainsi dans sa vraie nature, tel qu'il a été conçu au départ : comme un

outil de contournement systématique du consentement des peuples pour favoriser l'extraction des ressources naturelles.

Il n'y aura pas de Québec vert dans un pétro-État canadien. Nous envoyons près de 4 milliards \$ de nos taxes et impôts chaque année pour financer les subventions au pétrole et au gaz albertains. Pire, nous courons le risque que le Canada nous impose un autre pipeline pour le pétrole de l'Ouest, en utilisant son pouvoir exclusif sur le transport interprovincial d'hydrocarbures et son nouveau bulldozer législatif C-5 pour contourner nos processus d'évaluation environnementale.

La science climatique est pourtant claire : si le Canada exploite ses sables bitumineux, la partie est terminée pour le climat. La plus grande contribution que le Québec puisse faire pour la lutte globale contre les changements climatiques est donc de devenir un pays afin de bloquer définitivement la voie de l'Est pour l'expansion des sables bitumineux et d'inciter les autres peuples d'Amérique du Nord à suivre son exemple.

Bref, seule l'indépendance nous permettra de contrôler tous nos leviers économiques et diplomatiques pour traverser cette ère de turbulences. Seule l'indépendance nous permettra de cesser de financer l'industrie pétrolière et de développer une plus grande autosuffisance et une plus grande résilience pour faire face aux enjeux du XXIe siècle.

L'ÉCHEC DE LA RÉFORME DU CANADA

Certains pensent qu'il est possible d'envisager une « troisième voie » autonomiste consistant à aménager un espace suffisamment confortable pour le Québec au sein du Canada. Cette approche a été essayée plusieurs fois et elle a échoué à chaque fois.

Dernier joueur en date, le gouvernement de la CAQ avait de grandes ambitions en termes de gains à faire pour le Québec face au gouvernement canadien. Toutefois, les résultats de François Legault et de Christine Fréchette, après huit ans au pouvoir, ne sont tout simplement pas au rendez-vous. Aucun gain significatif n'a été fait pour le Québec.

- Rapport d'impôt unique : échec
- Limitation des interventions du gouvernement canadien dans les champs de compétence du Québec : échec
- Rapatriement de pouvoirs en immigration : échec
- Rapatriement des pouvoirs en culture : échec
- Abolition de la fonction de lieutenant-gouverneur : échec

Après le rapatriement unilatéral de la Constitution canadienne en 1982, après Meech, après Charlottetown, après le référendum de 1995, après le Plan B, après mille et une chicanes entre le gouvernement du Québec et l'intransigeant gouvernement canadien, le constat est clair : le Canada est irréformable sur le fond. Pire, il n'y a aucune volonté du côté canadien de concéder quoi que ce soit au Québec.

Du côté des droits des Premiers Peuples, le Canada a certes consenti certaines modestes avancées, mais elles sont largement insuffisantes. Si le langage de la réconciliation a gagné en popularité, la logique coloniale, elle, persiste. Les gouvernements canadiens se sont succédé avec toujours le même projet d'extractivisme et d'expansion pétrolière, en balayant du revers de la main toute opposition des nations autochtones sur leur passage. La lutte des Wet'suwet'en l'a démontré avec éclat. Lorsque les peuples autochtones veulent protéger le territoire, le Canada leur répond par la bouche de ses soldats.

La fédération canadienne a démontré à plusieurs reprises qu'elle était un frein aux aspirations des peuples au Québec. L'investissement massif dans les sables bitumineux, la pollution du Port de Québec, le saccage de l'assurance-emploi, les nombreux empiétements dans les champs de compétence du Québec – santé, éducation, logement, services éducatifs à l'enfance – démontrent parfaitement les limites du fédéralisme et de l'autonomisme qui ne nous mènent nulle part. Rien ne sert de faire un autre tour de roue pour essayer de faire fonctionner la fédération canadienne. Le temps est venu d'en sortir.

L'INDÉPENDANCE ET LA SOUVERAINETÉ

En 2019, au Chili, une révolte sociale déclenchée par l'augmentation du prix du ticket de métro – la goutte d'eau ayant fait déborder le vase d'un ras-le-bol généralisé – a été violemment réprimée par les autorités. Partout, dans les rues de Santiago, un même graffiti résumait les demandes de la population : « Soberanía sí » (Oui à la souveraineté). Pourquoi le peuple d'un pays indépendant comme le Chili réclamait-il la souveraineté?

C'est que l'indépendance et la souveraineté sont deux choses liées, mais différentes. L'indépendance, pour un pays, c'est : rédiger ses propres lois, gérer lui-même ses impôts et signer les traités qui le lient au reste du monde. La souveraineté, quant à elle, va un peu plus loin : il s'agit, pour faire court, de la possibilité réelle pour un ou des peuples d'exercer leur pouvoir, sans soumission ni aliénation.

Québec solidaire est un parti indépendantiste et souverainiste jusqu'au bout. Il ne s'agit pas simplement de prendre les pouvoirs d'Ottawa et de les ramener à Québec. Il faut aussi faire redescendre ces pouvoirs vers les régions et les municipalités et reconnaître pleinement la souveraineté des peuples qui y habitent. Concrètement, cela veut dire :

- les pleins pouvoirs aux Premières Nations et aux Inuit pour mettre en place des institutions politiques qui correspondent à leurs cultures, leurs traditions et leurs aspirations;
- les pleins pouvoirs de se doter d'institutions politiques rendant possible la démocratie la plus inclusive et la plus participative;

- les pleins pouvoirs sur notre politique d'immigration pour simplifier le processus d'immigration, pour accorder plus rapidement des permis de travail aux demandeurs d'asile et pour en finir avec le système de permis de travail fermés qui rend possible l'exploitation des travailleuses et travailleurs étrangers temporaires;
- les pleins pouvoirs sur notre politique internationale et sur les ressources que nous choisissons d'investir en défense;
- les pleins pouvoirs de légiférer pour protéger la langue française dans le respect des droits des anglophones et des Premiers Peuples;
- les pleins pouvoirs aux Premiers Peuples de légiférer pour protéger leurs langues;
- les pleins pouvoirs en matière de culture et communications, de même que sur l'encadrement des nouvelles technologies comme l'intelligence artificielle;
- le plein contrôle de nos leviers économiques, c'est-à-dire les politiques budgétaires, fiscales, commerciales, monétaires et douanières;
- le pouvoir de dire non aux projets actuellement sous juridiction canadienne, comme les projets d'oléoducs et de gazoducs;
- le plein contrôle de l'ensemble des outils nécessaires pour l'atteinte d'une société féministe où règne une réelle égalité entre les femmes et les hommes.

En somme, pour Québec solidaire, l'indépendance n'est pas qu'une fin en soi, mais le moyen d'atteindre une souveraineté véritable. Les peuples ne sont réellement libres que lorsqu'ils ont la capacité concrète de décider collectivement de leur avenir. Cela vaut pour toutes les nations qui habitent le Québec et pour toutes les sphères de notre vie collective.

LES DIFFÉRENTES FORMES DE SOUVERAINETÉ

La souveraineté que propose Québec solidaire est plus que politique. Elle est aussi économique, alimentaire, culturelle et diplomatique.

La souveraineté économique suppose premièrement de cesser d'envoyer plus de 80 milliards de nos taxes et impôts se faire gérer par Ottawa en fonction des intérêts de la majorité canadienne, lesquels sont souvent différents des nôtres. Le Québec n'a aucun intérêt à subventionner les hydrocarbures à coups de milliards ni à dépenser des sommes mirobolantes en armement et en avions de chasse en parfaite contradiction avec la tradition pacifiste du Québec. Le Québec n'a aucun intérêt à payer pour deux ministères de la santé, deux ministères de l'immigration, deux agences du revenu : du pur gaspillage. Le Québec n'a aucun intérêt non plus à laisser Ottawa choisir quoi mettre sur sa carte de crédit en lui refilant la facture – c'est pourtant ce qui se passe lorsqu'Ottawa finance ses dépenses en faisant d'énormes déficits, puisque c'est nous qui payons la dette canadienne.

En matière économique, il sera toujours plus coûteux de laisser les autres choisir à notre place, et aucune forme de péréquation ne pourra compenser complètement ce qu'il nous en coûte de rester dans le Canada. Concrètement, la souveraineté économique signifie davantage de moyens pour financer le logement social, les écoles, les hôpitaux, le transport collectif et la transition écologique plutôt que des politiques décidées en fonction des intérêts pétroliers de l'Ouest canadien.

La souveraineté alimentaire, quant à elle, implique de choisir pour nous-mêmes nos politiques agricoles et d'approvisionnement en nourriture. Souhaitons-nous favoriser la résilience du système alimentaire, l'autosuffisance alimentaire, l'alimentation biologique, l'agriculture écoresponsable? Souhaitons-nous garantir un revenu décent aux agriculteurs, laisser une place au bien-être animal dans nos pratiques, faire attention aux intrants chimiques pour protéger la biodiversité et nous assurer de produire des aliments sains en quantité suffisante pour garantir la santé de notre population? En ce moment, toutes ces décisions sont prises par d'autres parce que le Québec importe la majorité de ses aliments et parce que les traités de libre-échange nous ont rendus extrêmement dépendants.

En matière de souveraineté culturelle, seul un Québec indépendant pourra véritablement protéger le français comme langue commune de la nation québécoise et encadrer les plateformes numériques et l'intelligence artificielle, qui posent des enjeux sérieux à la vitalité de la culture québécoise. Soulignons également que l'accession à l'indépendance sera l'occasion de donner la place qui leur revient aux langues et aux cultures des Premières Nations et Inuit, en reconnaissant leur plein pouvoir législatif en la matière et en leur garantissant les pouvoirs nécessaires pour l'exercer.

Finalement, en matière diplomatique, le Québec a déjà démontré par la doctrine Gérin-Lajoie sa capacité à se représenter à l'international dans ses champs de compétence – éducation, santé, culture, francophonie, etc. Le Québec a déjà des bureaux dans plusieurs capitales du monde, mais pourquoi s'arrêter en si bon chemin? Nous méritons que le monde entende notre voix partout et sur tous les sujets – notre voix unique, une voix pacifiste, une voix de progrès, une voix qui prend au sérieux la crise écologique, qui se dresse contre les tyrans, l'impérialisme et le colonialisme, et qui se soucie réellement de la justice et de l'équité, notamment en matière de développement économique.

PREMIÈRES NATIONS ET INUIT

Pour l'ensemble des Premières Nations et des Inuit, la souveraineté signifie qu'elles ont le libre choix de leur avenir et qu'il s'agit là d'un droit inhérent. Reconnaître cette réalité est nécessaire pour éviter d'avoir une politique de « deux poids, deux mesures » : le peuple québécois ne peut refuser aux autres peuples ce qu'il revendique pour lui-même. Si son existence même, comme peuple, lui confère le plein droit à l'autodétermination, la même chose s'applique aux Premières Nations et aux Inuit. Il ne s'agit pas là d'une question de nombre, mais de droit fondamental.

La reconnaissance pleine et entière de la souveraineté des Premières Nations et des Inuit implique donc que le pays du Québec ne pourra pas leur être imposé. Chaque nation devra avoir le choix de maintenir le statu quo ou d'être partie prenante du nouveau pays.

Des relations égalitaires de nation à nations avec les Premières Nations et Inuit nécessitent le remplacement de l'a priori de l'intégrité territoriale du Québec par une tout autre notion, celle de la nécessaire cohabitation sur un même territoire de peuples souverains pouvant disposer librement de leur avenir. Pour Québec solidaire, cette position permettra des relations plus harmonieuses, puisqu'elles seront basées sur la confiance et le respect mutuels. Une telle reconnaissance devra évidemment avoir des répercussions bien concrètes, territoriales et autres, permettant de réparer les injustices dont sont toujours victimes les Premières Nations et Inuit et assurant leur plein développement social, culturel, économique et politique.

Pour que le pays du Québec soit à l'image de ses premières occupantes et premiers occupants, Québec solidaire invitera les Premières Nations et Inuit à coconstruire la démarche même par laquelle l'assemblée constituante fonctionnera pour rédiger la Constitution du nouveau Québec. Nous entamerons alors un dialogue de nation à nations afin d'identifier et de mettre en place les meilleures conditions pour nous affranchir de la Loi sur les Indiens et offrir aux nations concernées un réel droit à l'autodétermination. Ce dialogue pourra mener à des modalités différentes pour les nations autochtones ayant choisi d'y participer, lesquelles pourront chacune déterminer la structure politique qui leur convient.

La coconstruction du processus d'accession à l'indépendance avec les Premières Nations et Inuit est une condition essentielle de la réconciliation et de la décolonisation des rapports entre nos peuples, d'une part, mais elle est aussi une condition essentielle du succès de la démarche d'indépendance dans son ensemble. L'adhésion d'une majorité d'électrices et d'électeurs au projet, de même que la reconnaissance internationale de notre déclaration d'indépendance, auront besoin de l'appui des Premières Nations et des Inuit, nous en sommes convaincus.

ASSEMBLÉE CONSTITUANTE

La démarche d'accession à l'indépendance de Québec solidaire se déroule en quatre étapes.

Premièrement, l'élection d'un gouvernement de Québec solidaire sera suffisante pour déclencher le processus, puisque nous nous engageons à réaliser l'indépendance dans un premier mandat.

Deuxièmement, nous mettrons en place une assemblée constituante coconstruite avec les Premiers Peuples. Pour nous, il s'agit de la meilleure stratégie pour faire de l'indépendance du Québec un projet enthousiasmant et pour réellement placer la souveraineté des peuples au Québec au centre de la démarche.

D'ailleurs, tout au long du processus, un gouvernement de Québec solidaire assumera la rupture avec la Constitution du Canada et appliquera son programme dans l'ensemble des champs de compétence, en garantissant le maintien des droits et libertés actuellement protégés. De la même manière, tous les droits ancestraux et issus de traités des nations autochtones seront reconduits et garantis pour le reste de la démarche. Bref, nous garantirons que la démarche constituante ne pourra entraîner aucun recul de droits, ni pour les Premiers Peuples, ni pour personne.

Dès le début de ses travaux, l'assemblée constituante aura la responsabilité et les moyens de faire une tournée du Québec pour mener un large processus démocratique visant à véritablement

consulter la population du Québec sur son avenir politique.

La tâche de l'assemblée constituante sera donc de rédiger un projet de Constitution qui définira le régime politique du nouveau pays et clarifiera les pouvoirs de l'exécutif, du législatif et du judiciaire. Cette Constitution édictera les règles fondamentales de notre démocratie, tout en énonçant les grandes valeurs, les droits et les principes sur lesquels reposera la vie commune d'un Québec indépendant. En codifiant les droits collectifs ainsi que les droits individuels, la Constitution traitera sans doute des grands objectifs sociaux en matière d'éducation, de logement et de santé, tout en prenant de front des enjeux tels que l'environnement, les ressources naturelles et la citoyenneté.

La Constitution définira également la structure des rapports des Premières Nations et des Inuit avec l'État plurinational que deviendra le Québec à la suite de négociations. Ainsi, l'ensemble de la démarche constituante, de même que la Constitution qui en résultera, se fera dans le respect absolu de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones.

La troisième étape consistera à faire valider cette nouvelle Constitution du Québec indépendant par référendum. Ce dernier sceau d'approbation populaire donnera toute la légitimité nécessaire à la quatrième et dernière étape, soit celle de déclarer l'indépendance et ainsi de faire dûment reconnaître la souveraineté des peuples au Québec parmi le concert des nations.

Conclusion

Pour réussir, le projet d'indépendance du Québec devra se fonder sur la mobilisation et sur l'inclusion du plus grand nombre. Pour atteindre la barre du 50 % + 1 d'appui, nous devons rassembler tous les gens du pays, qu'ils soient nés ici ou venus d'ailleurs. Pour que notre démarche soit pleinement légitime et reconnue comme telle aux yeux du monde, nous devons tout mettre en œuvre pour que les Premières Nations et les Inuit soient parties prenantes du projet.

Une démarche d'assemblée constituante coconstruite est la seule susceptible de nous sortir du système colonial dans lequel nous sommes embourbés. C'est avec ce projet que nous pouvons aller chercher l'adhésion du plus grand nombre. C'est avec ce projet que nous allons réaliser enfin la véritable souveraineté populaire : avec une constitution écrite et approuvée par le peuple, par les peuples. Car le projet d'assemblée constituante se veut une démarche de souveraineté plurinationale, mais aussi de souveraineté populaire. C'est l'acte démocratique par excellence : à la fois un acte de rupture avec le statu quo du régime fédéral canadien et un acte réellement fondateur.

Nous voulons une nouvelle Constitution, pour un nouveau Québec.

Un nouveau pays né d'un élan. Celui de ces peuples qui choisissent enfin de se regarder en face, de se tendre la main et de se dire : nous pouvons faire mieux. Notre nouveau Québec partagera mieux la richesse et le pouvoir, il protégera mieux le vivant; il sera écologiste, féministe, démocratique, pluriel, décolonisé et profondément libre.

Ce pays à construire n'existe pas encore, c'est un espoir obstiné qui refuse de s'éteindre. À nous maintenant de faire de cet espoir un pays.

